



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/50/L.77
27 août 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
Point 38 de l'ordre du jour

LA SITUATION DE LA DÉMOCRATIE ET DES DROITS DE L'HOMME EN HAÏTI

Argentine, Canada, Chili, États-Unis d'Amérique, France, Haïti
et Venezuela : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Ayant examiné de nouveau la question intitulée "La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti",

Rappelant toutes ses résolutions pertinentes ainsi que celles du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme,

Prenant note des résolutions pertinentes adoptées par l'Organisation des États américains,

Réaffirmant que l'objectif de la communauté internationale reste le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la promotion du développement économique et social en Haïti,

Réaffirmant également son appui aux efforts déployés par le peuple et le Gouvernement haïtiens pour faire progresser la démocratie, le respect des droits de l'homme et la reconstruction du pays,

Appuyant fermement l'impulsion que ne cessent de donner le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de l'Organisation des États américains aux efforts déployés par la communauté internationale pour favoriser la poursuite des progrès politiques en Haïti,

Se félicitant de la création de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti et de la contribution à cette fin du Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et de ses collaborateurs,

Se félicitant également de l'action menée sans relâche par les États pour apporter assistance humanitaire et coopération technique au peuple haïtien,

Appuyant sans réserve la contribution que la Mission civile internationale en Haïti et la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti apportent à l'instauration d'un climat de liberté et de tolérance propice au plein respect des droits de l'homme et au plein rétablissement de la démocratie constitutionnelle en Haïti et encourageant la Mission civile internationale à continuer à coopérer avec la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti et les autres entités qui participent au renforcement des institutions, y compris à la formation de la police,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général en date du 13 août 1996, relatif à la situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti¹,

Notant les déclarations de principe des autorités haïtiennes selon lesquelles le Gouvernement haïtien demeure résolu à faire respecter les droits de l'homme et à renforcer la responsabilité et se félicitant de l'amélioration continue de la situation des droits de l'homme en Haïti,

1. Se félicite de la recommandation formulée par le Secrétaire général dans son rapport, visant à renouveler le mandat de participation conjointe de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des États américains à la Mission civile internationale en Haïti, qui est chargée de :

a) Vérifier le plein respect par Haïti des droits de l'homme et des libertés fondamentales consacrés par la Constitution d'Haïti et les traités internationaux auxquels Haïti est partie;

b) fournir, à la demande du Gouvernement haïtien, une assistance technique dans le domaine du renforcement des institutions, notamment pour formation de la police ou l'instauration d'un pouvoir judiciaire indépendant; et

c) appuyer l'élaboration d'un programme de promotion et de protection des droits de l'homme afin de favoriser l'instauration d'un climat de liberté et de tolérance propice à la consolidation d'une démocratie constitutionnelle durable en Haïti;

2. Décide d'autoriser, dans la limite des ressources existantes et sur la base de la recommandation susmentionnée, la prorogation du mandat de la composante Organisation des Nations Unies de la Mission civile internationale en Haïti jusqu'au 31 décembre 1996, conformément au mandat et aux modalités de fonctionnement de la Mission;

3. Rend hommage au peuple haïtien pour sa quête incessante d'une démocratie forte et durable, de la justice et de la prospérité économique;

4. Réaffirme une fois de plus la ferme volonté de la communauté internationale de continuer à coopérer techniquement, économiquement et financièrement avec Haïti pour appuyer ses efforts de développement économique et social et renforcer les institutions haïtiennes chargées de faire régner la

¹ A/50/861/Add.2.

justice et de garantir la démocratie, le respect des droits de l'homme, la stabilité politique et le développement économique;

5. Prie le Secrétaire général de continuer à coordonner les efforts déployés par le système des Nations Unies pour fournir une aide humanitaire à Haïti et contribuer à son développement;

6. Prie également le Secrétaire général de lui présenter des rapports périodiques sur les activités de la Mission civile internationale en Haïti;

7. Décide de rester saisie de la question intitulée "La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti" à sa cinquante et unième session.
